

INTERVENTIONS SOCIALES ET RÔLE DE L'ÉTAT

Sous la direction de **Daniel Verba**

Ce livre rassemble les contributions de 16 chercheurs en sciences humaines qui ont scruté pendant deux jours les rapports complexes entre l'État et les interventions sociales. En effet, la question du rôle de l'État dans la mise en œuvre des politiques sociales est aujourd'hui au cœur d'un grand nombre de débats. Qu'il s'agisse du référendum pour le traité constitutionnel européen, des mouvements pour la sauvegarde des protections sociales (sécurité sociale, retraites, régimes spéciaux etc.), de la défense des services publics, de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) ou de la lutte contre l'exclusion, cette question fait l'objet en France, en Europe et même Outre-atlantique, d'une fracture réelle ou supposée entre ceux qui défendent les acquis de l'État-providence et ceux qui voudraient un État réduit à ses fonctions régaliennes, ceux qui en appellent aux interventions de l'État – notamment dans la lutte contre les inégalités sociales – et ceux qui voudraient le voir assurer une simple fonction d'animateur.

Les pays qui ont participé à ces rencontres de Paris-13 et que l'actualité brûlante ne prédisposaient pas à engager un dialogue, présentent tous un rapport singulier à l'État social : si la France reste le porte-drapeau du modèle providentiel, ses anciennes colonies ou protectorats (Algérie et Maroc) l'ont reproduit et fait évoluer à leur façon, l'Algérie vers l'économie de marché et le Maroc vers un État monarchique où c'est le roi qui détermine les grandes orientations sociales. Quant à Israël, jeune État érigé à la fois sur l'occupation de la Palestine et sur les cendres de la Shoah, il est confronté à une autre configuration complexe, celle de la présence à ses frontières d'un peuple sans État auquel une Autorité fragile, très dépendante de l'aide internationale, ne parvient pas à se substituer. Enfin, la Suisse constitue un autre modèle original où la démocratie que l'on peut qualifier de semi-directe mobilise deux instruments qui lui permettent de peser sur les décisions de l'État fédéral : le référendum et l'initiative populaire.

Daniel Verba est sociologue, chercheur à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS, UMR 8156 CNRS-723 INSERM-EHESS-UP13), directeur de l'IUT de Bobigny (Université Paris-13).

Avec les contributions de :

Alean Al-Krenawi (Israël), Maryse Bresson (France), Omar Brixi (Algérie), Michel Chauvière (France), Henri Cohen Solal (Israël), Eyad Hallaq (Palestine), Bernd Kolleck (Allemagne), Jean-Claude Lescuré (France), Najat Maalla M'Jid (Maroc), Leïla Hammoud Mouhoun (Algérie), Farida Nemiri-Yaïci (Algérie), Souad Rajeb (Maroc), Marc-Henry Soulet (Suisse), Tsvia Walden (Israël), Mostafa Yahyaoui (Maroc).

ISBN : 978-2-8109-0032-9



9 782810 900329

www.press.es.eshp.fr

19 €

F213930

Sous la direction de **Daniel Verba**

INTERVENTIONS SOCIALES ET RÔLE DE L'ÉTAT



REGARDS CROISÉS

Algérie, Allemagne, France,
Israël, Maroc, Palestine, Suisse

INTERVENTIONS SOCIALES ET RÔLE DE L'ÉTAT • Daniel Verba (dir.)



PRESSES
DE L'EHESS

